



Communiqué CSN 22 et 23 septembre 2021

Le contexte bien particulier dans lequel s'est tenu ce CSN montre l'incapacité du gouvernement à tenir compte de la situation sanitaire qui a fortement impacté nos élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires d'un point de vue pédagogique comme psychologique, mais également son incapacité à tenir compte des enjeux que les services publics et plus particulièrement l'enseignement agricole public doivent relever. Il faut également souligner que le budget global annoncé le 22 septembre par le gouvernement, s'il fait état d'une augmentation phénoménale montre pour autant le risque de dégonfler tel un ballon de baudruche à l'été prochain, laissant les salariés et agents publics payer in fine la note de la crise sanitaire.

Pour en venir spécifiquement au budget du ministère de l'agriculture, le CTM de présentation budgétaire du mercredi 22 septembre a été l'occasion de montrer que les ambitions affichées ne se traduisent malheureusement pas dans les moyens avec un maintien de voilure global, mais une nouvelle perte – certes plus modérée que le schéma d'emplois initial – de 16 ETP pour l'année 2022 pour l'Enseignement Agricole, après les 50 suppressions de 2019, les 60 de 2020 et les 80 de 2021 déjà subies. Ce CTM a donc été bousculé par une action intersyndicale (lien.....) obligeant le ministre à nous répondre que « l'ambition d'une vision de politique publique ne se réduisait pas à un pied de colonne budgétaire ». Chacun.e, et particulièrement le personnel œuvrant au quotidien pour l'EAP, appréciera la métonymie !

Pour ce qui concerne toujours ces mêmes « pieds de colonnes », il est également à déplorer que la revalorisation soit envisagée à la portion congrue avec un développement des primes et indemnités à défaut d'une revalorisation du point d'indice pourtant attendu depuis plus de 10 ans face à une inflation gonflant quant à elle de plus de 10 % sur la même période. Et ce ne sont pas les évolutions indiciaires prévues pour les catégories C dans la fonction publique qui permettront de pallier ce déficit. Pourtant l'ensemble des personnels n'a pas démerité durant la crise sanitaire et l'utilité des services public s'y est fait d'autant plus prégnante !

Dans ce cadre, les réformes pédagogiques continuent d'aller bon train, ce qui pourrait être une bonne nouvelle si celles-ci venaient répondre aux besoins et aux enjeux actuels. En réalité, ces contre-réformes avancent à marche forcée, sans concertation préalable avec l'Éducation Nationale. Ainsi, les réformes de l'évaluation en bac STAV comme celle des baccalauréats professionnels sont à rebours du bon sens, en commençant par les classes sortantes, en réduisant la part des évaluations terminales et avec, à ce stade, une absence de considération concrète pour les enjeux agroécologiques auxquels l'EAP se doit de faire face.

De la même façon, notre ministère liquide « par tranche » Paris-Grignon, ouvre au Privé l'enseignement vétérinaire et sur ce fond déliquescents très « start up nation », les CFA d'entreprise et autres officines privées à l'image d'Hectar ont toute la place pour pouvoir s'étendre. Et ce ne sont pas les absences d'arbitrages quant aux ouvertures de formations à enjeux particuliers, actuellement déléguées aux DRAAF, qui vont permettre de porter un coup d'arrêt à cette tendance en passe de devenir structurelle.

D'un point de vue plus global, notre société a été fortement bousculée par la pandémie et l'issue de cette crise est envisagée sous le signe de la coercition, avec la mise en place d'un passe sanitaire à rebours d'une politique d'adhésion et d'accompagnement, qui clive la société alors que celle-ci a besoin plus que jamais de cohésion. Pourtant, la solidarité tant sociale qu'intergénérationnelle a toujours été dans notre République une exigence, et plus encore en ce moment ! Le CSN apporte en ce sens son total soutien à la journée nationale d'action des retraité.es du vendredi 1er octobre 2021 initiée par un large regroupement intersyndical et associatif (Groupe des 9, Pôle des retraité.es) pour exiger l'augmentation des retraites (pensions de base et complémentaires), des moyens pour notre sécurité sociale, pour nos services publics de proximité et pour notre système de santé publique ! Il appellera de même ses sections d'établissement à relayer avec force l'appel interprofessionnel à la grève du 5 octobre prochain.

Parallèlement, la droitisation inquiétante de l'opinion publique trouve le terreau d'un nouvel élan tant avec cet épouvantail du passe sanitaire qu'avec le lancement d'une campagne présidentielle qui balbutie à hauteur de caniveau. Les menées d'une extrême droite « décomplexée » ont atteint un paroxysme avec un fichage public de soit disant « islamo-gauchistes », militant.e.s, syndicalistes, universitaires... sur internet. Le CSN apporte tout son soutien aux camarades visé.e.s et dénonce cette pratique irrégulière et dangereuse.

Pour faire pièce, notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale a d'ores et déjà deux temps forts programmés, avec notre 29ème congrès national qui se déroulera à Tours du 17 au 19 novembre (les inscriptions sont ouvertes) et qui sera suivi du congrès national de la FSU à Metz en février. Le temps des propositions et des mobilisations est devant nous et nous serons, forts des valeurs humanistes, écologistes et solidaires que nous portons, résolument au rendez-vous !

Texte action du CSN

Dans le cadre interprofessionnel, fonction publique et Éducation

- **Jeudi 23 septembre, le SNETAP aux côtés de sa fédération mobilise dans l'Éducation** en avançant nos revendications d'un plan d'urgence pour « reconstruire l'École » - via un plan de recrutement massif et de revalorisation de nos métiers.
- **Mardi 5 octobre, le CSN appelle à poursuivre cette action dans le cadre interprofessionnel** contre la réforme des retraites, pour l'emploi, pour une revalorisation salariale et pour plus de justice sociale, notamment grâce aux Services Publics.
- **Entre ces deux dates, la mobilisation à l'appel des retraité-es doit également être un temps fort, le vendredi 1er octobre prochain.** Le CSN appelle les personnels de l'EAP à participer à ce mouvement sur les revendications portées : augmentation des retraites, des moyens pour notre sécurité sociale, pour nos services publics et pour notre système de santé publique !
- **Par ailleurs, le 19 octobre prochain, le SNETAP et la FSU s'engageront également fortement aux côtés des AESH** dans le cadre de l'appel à la grève pour leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Dans le cadre spécifique de l'Enseignement Agricole

4 étapes conduite avec le Collectif en faveur de l'EAP*

en vue d'obtenir un plan d'action volontariste pour redonner un avenir à nos EPLEFPA

1. actions lors de la semaine des annonces budgétaires du gouvernement
 - mercredi 22 septembre : interpellation militante du Ministre par les OS du Collectif (CGT-FO-FSU-UNSA-SUD) lors du CTM budget
 - jeudi 23 septembre : rassemblement et point presse devant l'Assemblée Nationale avec remise du courrier « budget » du Collectif aux groupes parlementaires (12h30-14h)
2. jeudi 30 septembre : appel du Collectif EAP à la nouvelle journée de manifestation en soutien au site de Grignon, qui se déroulera rue de Varenne (14h - 17h30)
3. semaine du 18 octobre : rassemblements dans les régions avec audience en Préfecture
4. fin novembre – début décembre : action sur le site d'Hectar avec interpellation des candidats aux Présidentielles (date et modalités à déterminer)

Extrait du texte action FSU des 13 et 14 septembre : « Débat dans le cadre des élections : la FSU s'engage à porter les questions d'éducation, de services publics dans le débat en interpellant et en allant à la rencontre des candidates et candidats, des parents d'élèves et en mobilisant les collègues pour rendre visible la question de l'école, et en organisant des débats impliquant la population sur les grands enjeux de société, conjuguant les questions de justice sociale et de transition écologique. Pour cela, elle peut s'appuyer plus particulièrement sur des initiatives élaborées au sein du collectif « Plus jamais ça » et les propositions du plan de rupture élaboré dans ce cadre. La FSU appelle à développer les collectifs locaux de « Plus jamais ça » et à mener des actions

permettant d'ouvrir le débat. **Parmi les actions à venir, sur fond de liquidation du domaine historique de Grignon ou encore de promotion du campus Hectar par des mécènes privés, la FSU portera auprès du collectif une initiative pour dénoncer la marchandisation de l'enseignement et de la formation agricole et défendre la nécessité d'un changement de modèle agro-environnemental et alimentaire ».**

Paris, le 23 septembre 2021